



DECLARATION SUR LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE AU CAMEROUN

YAOUNDE, LE 30 JUIN 2021

Le Réseau Dynamique Citoyenne né le 10 Décembre 2005 à l'occasion de la Journée Internationale des Droits de l'Homme, rêve d'un Cameroun où les citoyens sont conscients de leurs droits et devoirs et capables de se mobiliser pour amener les pouvoirs publics à respecter le contrat social, afin de promouvoir des conditions de vie plus humaines et plus justes.

Dans la poursuite constante de sa vision, Dynamique Citoyenne s'est donnée pour mission de contribuer à l'implication effective des populations dans la gestion des affaires publiques et au respect des droits humains en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Dans cette perspective, le Réseau souhaite ce jour, aller au-delà de l'actualité qui inonde les médias ces dernières semaines sur la diffusion des sextapes, la pornographie et la dépravation outrancière des mœurs. Certes, cette actualité interpelle profondément les parents, les familles, les éducateurs de tous bords sur notre responsabilité individuelle et collective à protéger notre jeunesse des vices et comportements sexuels immondes qui sont autant de contre-valeurs qui minent notre société.

Toutefois, Dynamique Citoyenne souhaite se prononcer sur d'autres aspects de la vie nationale qui ont cristallisé l'opinion ces derniers mois. Il s'agit pour notre réseau de solliciter l'accompagnement de tous les corps sociaux en particulier les médias en vue de remobiliser nos compatriotes à la veille citoyenne et d'interpeller la société politique et administrative autour des questions majeures qui, à défaut de tomber aux oubliettes, risquent de paraître, au fil du temps, comme des sujets de moindre importance ; alors même qu'il s'agit de facteurs de malaise et de mal-être portant des germes silencieux qui peuvent nourrir et entretenir des révoltes sourdes susceptibles de compromettre la stabilité et la paix sociale dans notre pays. Nous parlerons notamment :

- ✓ Des crises sécuritaires et la dégradation des droits humains ;
- ✓ De la campagne de vaccination contre la COVID-19 ;
- ✓ Des problèmes de gouvernance publique (Covidgate et chantiers de la CAN 2022)

I. SUR LES CRISES SECURITAIRES ET LA DEGRADATION DES DROITS HUMAINS

Les différentes crises sécuritaires qui secouent le Cameroun depuis plus de six (6) ans ont pour corollaire la dégradation de la situation des droits humains au Cameroun.

- Concernant la crise sécuritaire de l'Extrême-Nord, on note une recrudescence des incursions meurtrières de la secte Boko Haram, depuis le début de l'année 2021 incluant des meurtres, des enlèvements, des vols et des destructions de biens, attribués à la secte djihadiste. Cette situation nous démontre à suffisance que le mouvement djihadiste Boko Haram loin d'être défait et reste un danger permanent.

Dynamique Citoyenne tient à rappeler qu'il incombe à l'Etat la responsabilité de prendre en charge les nombreux déplacés internes victimes des violences djihadistes dont les maisons sont souvent brûlées, les champs incendiés, les récoltes compromises et l'éducation scolaire des enfants sacrifiée.

- **S'agissant de la crise sécuritaire de l'Est et de l'Adamaoua**, elle se manifeste ces derniers mois par le phénomène d'enlèvements des personnes, notamment des éleveurs, contre paiements de fortes rançons. Cette crise, moins médiatisée que la crise sécuritaire de l'Extrême-Nord et la crise sociopolitique des deux régions anglophones du pays, a poussé de milliers de personnes à désertir leurs villages pour trouver refuge ailleurs.



Dynamique Citoyenne encourage les autorités publiques camerounaises à poursuivre les efforts entrepris pour la sécurité des personnes et leurs biens dans ces régions victimes des violences perpétrées par des insurgés et bandits de tout bord et exhorte les citoyens à s'organiser en groupes d'alerte et de vigilance, travaillant en toute intelligence avec les autorités publiques locales compétentes et les organismes de défense des droits humains.

- **Concernant la crise sociopolitique des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest**, celle-ci perdure et se manifeste actuellement par un regain de violences dans certaines localités avec des actes de barbaries et de terrorisme à l'égard des populations civiles. Jusqu'à date de nombreuses populations déplacées internes ne peuvent pas regagner leurs villages et continuent de vivre dans des conditions déshumanisantes dans des localités d'accueil plus sûres.
- Par ailleurs, du fait de cette crise, de milliers d'enfants sont privés de leur droit à l'éducation depuis quatre ans, et sont réduits à l'exercice de petits métiers et parfois exposés à la prostitution, sans avoir la moindre certitude de reprendre le chemin de l'école.

La persistance de cette crise amène Dynamique Citoyenne à questionner la capacité du gouvernement à trouver des solutions idoines qui permettraient de ramener la paix et la stabilité dans les deux régions anglophones du pays.

Dynamique Citoyenne souligne que les diverses crises sécuritaires que traverse notre pays sont nourries à la mamelle de la mauvaise gouvernance politique et économique ambiante avec son corollaire de vulnérabilités chroniques imposées aux Camerounais que sont le chômage, le sous-emploi et la crise des valeurs vécue par la jeunesse.

Notre Réseau citoyen rappelle à la société administrative camerounaise que la restriction de la liberté d'expression, de la liberté de réunions et de manifestations publiques, les arrestations et détentions arbitraires, l'intimidation des lanceurs d'alerte et des acteurs de la société civile et les enlèvements, actes de tortures, assassinats et disparitions diverses sont autant de violations des Droits humains qui contribuent à entretenir une spirale de violence.

Au regard de tout ce qui précède, Dynamique Citoyenne recommande :

A ses Coordinations Régionales et autres organisations de la société civile :

- De documenter et relayer auprès de l'autorité publique, de l'opinion nationale et internationale, toutes les exactions perpétrées contre les Droits Humains sur l'ensemble du territoire national eu vue de la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce aux violations de Droits de l'Homme à travers des instruments adéquats ;

A l'Etat :

- D'entreprendre l'organisation d'un nouveau Dialogue National, cette fois véritablement inclusif sur la bonne gouvernance et la mise en œuvre effective et totale des dispositions de La loi portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ;
- De prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le retour à la paix dans toutes les régions affectées par des crises sécuritaires à travers l'implication des populations à la base dans la recherche et l'implémentation des solutions de sortie de crise ;



- D'assurer le respect strict des dispositions prévues par le code de procédures pénales en vigueur ;
- De veiller efficacement à la protection des personnes et de leurs biens ;
- D'assurer le respect des engagements pris vis-à-vis des instances internationales en matière des Droits Humains ;
-

II. SUR LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA COVID 19

Débutée en avril 2021, le Gouvernement camerounais compte intensifier sa campagne de vaccination sur la COVID-19 dès le mois de juillet 2021 avec pour objectif de vacciner des milliers de personnes.

Mais les doutes concernant l'innocuité et la fiabilité de ce vaccin persistent du fait du flot d'informations relayées par tous les types de média au sujet de l'efficacité de la vaccination anticovid-19. Dynamique Citoyenne recommande au gouvernement de développer une stratégie de communication dans le but d'expliquer aux citoyens les tenants et les aboutissants de la vaccination anti covid. Cette stratégie de communication devrait intégrer les ordres des médecins et des pharmaciens, les autres corps scientifiques ainsi que d'organisations de la société civile de manière à permettre à tout citoyen d'opérer un choix bien informé et éclairé par rapport à la vaccination.

Dynamique Citoyenne rappelle que toute imposition unilatérale de la vaccination aux citoyens sans leur consentement éclairé est contraire aux droits humains et donc inadmissible.

III. Sur les problèmes de gouvernance publique : Covidgate et chantiers de la CAN 22

- **S'agissant du Covidgate** : Le 19 mai 2021, le rapport d'audit de la Chambre des Comptes de la Cour suprême portant sur la gestion de 180 milliards de francs CFA, prêtés par le FMI pour lutter contre la pandémie COVID-19 au Cameroun, fuitait sur les réseaux sociaux et révélait que des milliards de francs CFA auraient été détournés. Dans ce rapport d'une vingtaine de pages, la Chambre des Comptes y dresse le bilan de l'utilisation du fonds spécial de solidarité nationale créé en 2020 par le Président de la République « pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales » au Cameroun.

Doté de 180 milliards de francs CFA (quelque 275 millions d'euros), ce fonds devait servir, entre autres, à l'achat d'équipements de protection, de tests, d'ambulances, de médicaments, et à la prise en charge des voyageurs mis en quarantaine.

Dans la conclusion de son rapport, la Chambre des Comptes de la Cour Suprême relève au total trente fautes de gestion et recommande l'ouverture de dix procédures concernant des faits susceptibles de constituer des infractions à la loi pénale.

Pour Dynamique Citoyenne, cette situation de gabegie financière dans la gestion des fonds de lutte contre la pandémie COVID-19 est révélatrice de l'ampleur du phénomène de corruption et des pratiques irrégulières dans la gestion des finances publiques au Cameroun. Il est indéniable que ces contre-valeurs, caractéristiques de la mal gouvernance toujours décriée par le Réseau, ont une incidence négative sur le bien-être des populations camerounaises qui croupissent sous le poids de la pauvreté, malgré les nombreuses richesses dont regorge le pays.

Au regard de ce qui précède, Dynamique Citoyenne :



- Dénonce avec la dernière énergie les malversations financières qui font l'objet de la gestion des fonds COVID-19 au Cameroun si elles sont avérées ;
- Encourage la Chambre des Comptes de la cour suprême à faire un audit complet et indépendant sur toutes les dépenses liées aux fonds COVID et de rendre publique son rapport final ;
- Exhorte le parlement camerounais à ouvrir une enquête pour faire toute la lumière sur la gestion des fonds Covid y compris les dons et les contributions populaires.
- Exhorte le corps judiciaire à prendre toutes ses responsabilités pour établir la vérité et dire le droit.

• **Sur l'organisation de la CAN 2022 au Cameroun**

Au regard des multiples attermolements observés depuis l'attribution de la CAN au Cameroun, le citoyen camerounais est inquiet de la gestion des ressources affectées à l'organisation de ladite CAN et du retard accusé par les multiples chantiers lancés pour l'occasion. L'inquiétude a été prégnante au début du mois de Juin 2021 au moment où le tirage au sort annoncé a été reporté.

Dans la perspective d'un total respect du contrat social et de l'indispensable redevabilité qui doit, en tout temps, caractériser l'action de tout gouvernement vis-à-vis des citoyens, le Réseau Dynamique Citoyenne attire l'attention des pouvoirs publics sur :

- La nécessité d'achever tous les travaux prévus dans le cahier des charges et dont les budgets ont été conséquemment débloqués. Notamment les infrastructures sportives omnisports, les hôtels et les routes dédiées à la CAN 2022 ;
- Le devoir de rendre compte de la gestion des fonds débloqués et affectés aux départements ministériels, avec un audit circonstanciel dédié ;
- La nécessité de mettre sur pied une politique de gestion et d'entretien des infrastructures héritées de la CAN avec en point d'orgue des politiques sportives de pointe au sein des différentes fédérations sportives concernées.

Notre Réseau invite les citoyens à :

- Se préparer à l'accueil des nombreuses communautés étrangères qui viendront à cette occasion au Cameroun afin de présenter la manière image possible de notre chère patrie ;
- Œuvrer pour un usage civique et responsable des infrastructures construites et à leur préservation.

Notre citoyenneté doit demeurer active. Restons dans la veille citoyenne !

**Pour Dynamique Citoyenne
Le Président du Comité de Direction**



OBAM Félix Marcel